

Bulletin d'histoire politique

Deux livres sur l'histoire politique

Sous la direction de Denis Peschanski, Michael Pollack et Henry Rousso. Histoire politique et sciences sociales, Collection «Questions au XXe siècle», Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, 285 p. / A. Chauveau et Ph. Tétart., Questions à l'histoire des temps présents, Collection «Questions au XXe siècle», Bruxelles, Éditions Complexe, 1992, 136 p.

Robert Comeau



Volume 2, numéro 1-2, automne 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063377ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063377ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Comeau, R. (1993). Compte rendu de [Deux livres sur l'histoire politique : sous la direction de Denis Peschanski, Michael Pollack et Henry Rousso. Histoire politique et sciences sociales, Collection «Questions au XXe siècle», Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, 285 p. / A. Chauveau et Ph. Tétart., Questions à l'histoire des temps présents, Collection «Questions au XXe siècle», Bruxelles, Éditions Complexe, 1992, 136 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(1-2), 78-80.
<https://doi.org/10.7202/1063377ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Québec. Par conséquent, à part de rappeler aux Canadiens les résultats du référendum et de leur répéter la position du Québec, en plein dans l'enceinte de la Chambre des communes, le Bloc sera surtout un spectateur. Il ne pourra quand même pas décider pour les Canadiens de leur adhésion à un traité d'association avec le Québec! Toutefois, il pourra continuer à veiller aux intérêts du Québec pendant cette période de transition qui, selon plusieurs, ne devrait pas durer de plus d'un an.

Le document d'orientation du Parti québécois ressemble davantage à celui d'un parti politique classique. Avec cette nuance importante qu'il postule que son programme n'est réalisable qu'à la condition que le Québec possède la plénitude des pouvoirs d'un état souverain des années 1990. Il s'interroge d'abord sur le rôle de l'État dans le monde d'aujourd'hui, et sur les conditions du développement d'une société comme le Québec. Ensuite, il enchaîne avec le "projet de société" du P.Q., qui s'articule autour des thèmes de l'emploi, des ressources humaines, des entreprises, des régions, sur la solidarité et l'action communautaire et sur une culture dynamique, avec un bon mot pour le développement durable, la nature pluraliste de la société québécoise et l'égalité de chances. Chaque thème est traité de façon très concise, presque en parallèle les uns avec les autres. Cela tranche avec le style de dissertation employé par le Bloc québécois.

En troisième lieu, le P.Q. expose son projet souverainiste, et les modalités de l'accession du Québec au statut d'état souverain. Il y traite brièvement des points chauds, comme le territoire et les droits des autochtones, la citoyenneté, la transition juridique, le partage de biens et des dettes avec le Canada, la négociation de l'association économique, et moins chauds, comme la Constitution québécoise et les relations internationales.

Bien qu'ils se complètent mutuellement dans la stratégie souverainiste, chacun de ces deux partis recèle une contradiction interne. Celle du Bloc, c'est d'être un parti souverainiste à Ottawa. Il cherche à améliorer le sort des Québécois au sein de la fédération, tout en souhaitant le rejet de celle-ci. Quant au Parti québécois, il se demande toujours s'il doit insister sur son aspect de mouvement souverain-

niste, ou sur son côté « bon gouvernement ». En appuyant à la fois l'un et l'autre, les souverainistes souhaitent que leur action débouche sur un référendum qui réglera une fois pour toutes la confusion qui entoure les relations politiques entre le Québec et ses voisins sur ce continent.

Michel Sarra-Bournet
Étudiant au doctorat en histoire
Université d'Ottawa

DEUX LIVRES SUR L'HISTOIRE POLITIQUE

Sous la direction de Denis Peschanski, Michael Pollack et Henry Rouso. *Histoire politique et sciences sociales*, Collection « Questions au XX^e siècle », Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, 285 p.

Cet ouvrage publié originairement dans la collection « Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent » (no.18, juin 1991, CNRS) reprend quelques-unes des contributions d'un séminaire organisé par cet institut. Les historiens du temps présent se sont confrontés à des spécialistes d'autres disciplines ou d'autres périodes historiques. Selon les auteurs le temps présent constitue un champ singulier de la pratique qui « peut parfaitement reposer sur des bases scientifiques ».

L'ouvrage reprend les communications portant sur « l'histoire politique: institutions, cultures, représentations ». Les auteurs précisent que « l'objectif était moins d'apporter une plus-value en termes de connaissances que de mettre l'accent sur ce qui rapproche ou différencie, de manière concrète, les historiens des politistes, des sociologues, des économistes ou des philosophes » (p. 27). Selon les auteurs, trois phénomènes ont marqué l'évolution récente de l'historiographie française: le retour de l'événement, le renouveau des recherches sur le XX^e siècle et le retour d'une histoire politique.

Les auteurs abordent ce renouveau qui s'accompagne toujours selon le professeur Paolo Pombeni, de l'Université de Bologne qui lançait récemment une nouvelle revue d'histoire politique, *Ricerche di storia politica*, d'un renouvellement des objets et des méthodes. En France, ce

renouveau s'est articulé d'abord autour d'une réflexion sur le temps: la nouvelle histoire politique repose en effet sur une définition repensée de l'événement à partir des travaux de Paul Ricoeur. Ce singulier qui échappe à toute « loi de l'histoire ».

Tant pour l'étude de l'État que des partis politiques, « le champ d'investigation s'est singulièrement élargi, incluant désormais les phénomènes de culture tout autant que de logique d'organisation proprement dite » (p. 30). Selon Serge Berstein, deux concepts majeurs structurent les recherches récentes en ce domaine: celui de « génération » et celui de « culture politique ». [...] dans les deux cas, les travaux menés sur l'histoire du communisme ont été pionniers, au premier chef, ceux d'Annie Kriegel, affirment les auteurs. On souligne l'importance des approches prosopographiques dans le cas des recherches actuelles menées sur le personnel politique, les élites et les intellectuels.

Les auteurs signalent les travaux sur les études d'opinion et des représentations mentales qu'empruntent à la sociologie ou à la psychologie sociale (les travaux de Jean-Jacques Becker sur les Français dans la Première guerre mondiale) ainsi que les travaux sur l'histoire de la mémoire collective (mémoire ouvrière, mémoire communiste, mémoire des femmes) ainsi que des phénomènes structurels (par exemple: la Seconde guerre mondiale).

L'introduction aborde les problèmes liés au genre biographique, qui est « la marque la plus manifeste du retour du sujet tant de fois signalé depuis quelques années: cette approche se justifierait pleinement dans le cas de parcours exceptionnels ou représentatifs mais à la condition de ne pas transformer tout sujet potentiel en biographie à grand succès... ». Les auteurs signalent le « contraste entre le poids de cette production historiographique et sa productivité intellectuelle ».

On lira avec beaucoup d'intérêt le texte de Jean-François Sirinelli intitulé « Une histoire des droites en France » (Chapitre 5) à propos de l'ouvrage de René Remond *La droite en France* (Aubier, 1954 et réédité en 1982 sous le titre *Les droites en France*).

L'auteur y aborde la redéfinition d'une histoire du politique. Selon Sirinelli, pour les nouvelles générations d'historiens, « le problème est moins la réhabilitation — légitime — de l'histoire politique que la rélégitimation de l'objet politique et sa réinsertion dans l'oekoumène de l'historien » (p. 127). À propos de la coupure — hélas — classique entre histoire politique et histoire sociale, Sirinelli la considère non seulement artificielle mais préjudiciable. Sur ce renouveau du politique, l'auteur de *Génération intellectuelle. Khagréux et normaliens de l'Entre-deux-guerres* (1988) s'explique:

si la levée d'échec historiographique qui a rendu à l'histoire politique son autonomie est déjà ancienne — on se reportera, par exemple, aux textes consacrés en 1974 par Jacques Julliard et Pierre Nora à la « politique » et à « l'événement » dans *Faire de l'histoire* (Gallimard, 1974, Tome 2), l'objet politique n'avait pas pour autant retrouvé immédiatement toute sa légitimité. Or la conviction de l'auteur de ces lignes est que si l'approche historique doit être multiforme et multiplier les angles et les objets, celle qui privilégie le politique est parmi les plus riches. On ne verra pas dans ce constat un primat du politique et moins encore une primauté revendiquée pour l'histoire politique, mais l'observation qu'au même titre que d'autres objets, cette histoire peut, elle aussi, déboucher sur une histoire totale. [...] Ainsi à partir d'un phénomène qui, par essence, relève du politique, il s'agit, pour l'éclairer, de mobiliser toutes les facettes des curiosités et des méthodes de l'historien (p. 128),

d'où la fin de la coupure arbitraire entre l'histoire politique et l'histoire sociale.

L'ouvrage est divisé en trois grandes parties. Dans la première, intitulée « État et décision politique », sont étudiées tour à tour les politiques économiques (Chapitre 1), les politiques étrangères (Chapitre 2) et les politiques scientifiques (Chapitre 3). L'étude du parti communiste français et des droites en France constituent la deuxième partie alors que la troisième s'intitule « Mémoire, histoire et représentations »: on y aborde l'imaginaire social en lien avec l'identité

nationale (Chapitre 6). Le concept de totalitarisme (Chapitre 7), les usages politiques du passé: le rôle de l'histoire dans la construction d'une identité nationale (Chapitre 8), ainsi que la question du rapport de l'Histoire à la mémoire collective. En analysant le « syndrome de Vichy », Henri Rouso aborde la question méthodologique de « l'histoire de la mémoire collective ».

Bref, un ouvrage fort intéressant qui illustre ce renouveau de l'histoire du politique dans le champ du temps présent où l'on voit dialoguer historiens et d'autres spécialistes des sciences sociales.

A. Chauveau et Ph. Tétart., *Questions à l'histoire des temps présents*, Collection « Questions au XX^e siècle », Bruxelles, Éditions Complexe, 1992, 136p.

Ces neuf textes inédits constituent les Actes de la table ronde organisée par le Centre d'Histoire de l'Europe du XX^e siècle (Fondation nationale des sciences politiques) le 21 février 1992. Je signalerai seulement la contribution, de René Rémond intitulée « Le retour du politique » (p. 55 à p. 64). Le professeur Rémond tente de dissiper la confusion entre histoire récente et histoire politique. Il réaffirme que « l'intérêt pour le politique n'est pas propre à l'histoire récente et le politique n'est pas exclusivement lié à la proximité dans le temps » (p. 57). Il montre que les historiens de l'Antiquité et du Moyen-âge ont grandement contribué au retour du politique à partir des travaux de Claude Nicolet, Bernard Guénéé. Tout comme, il n'y a pas d'identification entre l'histoire politique et l'histoire narrative: « L'Histoire du politique peut aussi bien inclure l'étude des structures, ne serait-ce que par le biais des institutions? » Et parallèlement il démontre que « l'histoire politique ne se réduit pas à l'événement ».

Il tente de répondre à la question « Pourquoi ce retour du politique aujourd'hui en histoire? » Parmi les facteurs qui ont contribué à fonder le retour du politique, Rémond affirme: « si on n'a pu croire naguère que c'était la place des individus dans le processus de production, l'état des rapports de force engendrés par la technologie qui était le facteur déterminant, on se rend mieux compte aujourd'hui que tout système,

pour éclairant qu'il soit, est incomplet, que la réalité est plus riche et plus complexe que tous les systèmes ». Et la leçon de l'histoire aurait aussi beaucoup compté en démontrant que les personnes pouvaient avoir de l'importance: « Elle a mis en évidence aussi que des facteurs... comme les convictions, les sentiments, l'attachement à la liberté, les croyances religieuses, le sentiment national, pouvaient avoir un rôle essentiel » (p. 61) ...

Robert Comeau
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

HISTOIRE SOCIALE/HISTOIRE GLOBALE

Les éditions de la Maison des sciences de l'homme à Paris viennent d'éditer les Actes du Colloque « Histoire sociale/Histoire globale » tenu en janvier 1989 sous la direction de Christophe Charle. La première partie regroupe des textes portant sur les « clivages sociaux et les hiérarchies sociales » et les « dynamiques sociales ». Dans une section intitulée « Histoire sociale et sciences humaines », Jean-Pierre Chaline aborde l'étude de la bourgeoisie alors que Jean-Luc Bodiguel intitule sa communication: « Histoire sociale et science politique: les élites contemporaines ». Soixante ans après la fondation des *Annales d'histoire économique et sociale* et 25 ans après le colloque de Saint-Cloud sur l'histoire sociale, la rencontre organisée en 1989 par l'Institut d'histoire moderne et contemporaine a cherché à faire un bilan des problématiques de ce secteur longtemps dominant de l'historiographie française.

HÉRODOTE

La revue *Hérodote*, revue de géographie et de géopolitique française, dans son numéro 64 (1^{er} trimestre 1992) consacré au morcellement de l'URSS (« Cela s'appelait L'URSS et après ... ») termine son volumineux numéro par un article surprenant: « L'éclatement d'un autre grand État? Le Canada, la fin du rêve d'une nation ». L'article (p. 223-238) est signé par Frédéric Lasserre, chargé de recherche à l'Observatoire européen de géopolitique de Lyon et par Claude Lasserre, géographe, à l'Université Lumière (Lyon